

Le vol de bœufs en pays Betsileo

LE vol de bœufs est parmi les problèmes d'actualité les plus difficiles à résoudre à Madagascar. Il résiste à l'épreuve du temps et des transformations socio-économiques et politiques ainsi qu'aux mesures prises. La difficulté vient du fait qu'on ne connaît pas ses origines et que les explications avancées au sujet de sa récente recrudescence ressortent d'une « sociologie spontanée », non dénuée de jugements de valeur *a priori*. Ceci fait que les responsables, à défaut de trouver des solutions adéquates, sont obligés ou bien de se rabattre sur l'utilisation de la force ou bien de ne rien faire, provoquant des critiques aussi bien de la part des personnalités politiques d'opposition que du petit peuple. Il y a même ceux qui accusent le pouvoir d'être derrière le phénomène.

Bien que touchant toutes les provinces, le vol de bœufs ne frappe cependant pas avec la même intensité toute l'étendue de l'île. Il y a des régions plus malmenées que d'autres : c'est le cas des Hautes terres et du Sud. C'est en pays betsileo que le phénomène a beaucoup fait parler de lui (1). Pourquoi ? La réponse à cette question nous aidera peut-être à aller plus loin dans la connaissance du problème.

Les faits

Dans le Sud-Ouest, c'est-à-dire dans la province de Tuléar, c'est en 1971 que le phénomène, en perte de vitesse depuis la proclamation de l'indépendance, a repris. Ce qui a, à l'époque, poussé les responsables à étendre la Convention de Sakaraha (ou *dinan'i Sakaraha* (2)) aux provinces limitrophes comme Fianarantsoa, Antananarivo et Majunga. En pays betsileo, c'est en 1973 que les vols

de bœufs se sont multipliés, au moment où le ministère de l'Intérieur, desserrant sont étreinte, venait de supprimer l'impôt sur les bovins. Le phénomène a été précédé par des feux de brousse, symptôme de mécontentement. Il s'est limité, à ses débuts, aux confins ouest de la région, notamment en Isandra, à Ikalamavony, Ambatofinandrahana et Ambalavao. Le problème était déjà assez grave pour décider les responsables à effectuer une vaste opération de ratissage appelée Opération Ikalamavony, menée sur presque la moitié de l'île. L'autre affaire, en 1975, est celle de la Sofirac, abattoir établi à Fianarantsoa depuis 1968. La chose a éclaté quand, lors d'une inspection faite sur les lieux, le 19 octobre 1975, on a constaté que parmi les 157 bœufs à abattre, 19 avaient été volés dans les régions d'Ambohimahasoa et Ambositra.

On entendra de nouveau parler du phénomène vers 1980, quand le spectre de la crise économique sera venu frapper de plein fouet Madagascar. Sur ce laps de temps, il s'est généralisé. Pour la seule année 1980, selon les chiffres officiels, on a dénombré pas moins de 1 150 attaques de *dahalo*, ou voleurs de bœufs, dans la province de Fianarantsoa. 1 145 bandits ont participé à ces vols et 13 536 bovins ont été perdus. Les exactions commencent surtout à partir du mois de juillet, début de la période de soudure, et se renforcent du mois d'octobre jusqu'en mars, temps des récoltes. Le phénomène est devenu de plus en plus meurtrier, puisque les bandits ne volent plus par surprise (*joko*) mais viennent plutôt en armes et en nombre de jour comme de nuit, pour prendre de force les bœufs des villageois.

Parmis ces cas dramatiques, citons celui de Manjakamana Vohimarina, où, le 15 février 1981, des *dahalo* ont attaqué les habitants vers 6 heures du matin et où, après un combat acharné, quatre villageois (dont une femme) ont trouvé la mort. Les bandits ont dérobé 210 bœufs. Selon les villageois, l'âge des voleurs allait de 22 à 35 ans. Ils avaient comme armes deux fusils et plusieurs sagaies. Selon les renseignements fournis par les paysans d'Andoharano-

dronana d'Amabalavao Tsienimparihy, il y a eu, de novembre 1983 à mars 1984, 257 attaques de *dahalo*, 133 maisons pillées et 50 autres brûlées, 37 personnes tuées, 43 villages désertés et 2 893 bœufs volés, parmi lesquels seuls 632 ont été retrouvés (4).

En pays betsileo, le voleur de bœufs est appelé *dahalo* ou *mavo*. A l'est de la route nationale 7, on utilise le terme *dahalo*, brigand, et à l'ouest le mot *mavo*, sale. Dans la province de Tuléar, on parle plutôt de *malaso*. On doit savoir tout d'abord que bien que ce soient les jeunes qui effectuent le véritable vol, les devins-guérisseurs, ou *ombiasy*, y jouent aussi un rôle très important. C'est auprès d'eux que les jeunes demandent des conseils et les amulettes protectrices contre les éventuels dangers. Il s'agit de la plante appelée *andriogna*, protégeant, croit-on, contre les balles, du *somokotra*, une sorte de drogue que l'on fume pour ne pas connaître la fatigue au cours des courses-poursuites, du petit miroir considéré comme un radar pouvant prévenir de l'approche d'un danger, et enfin du bain avec du *hazomanga* pour vaincre la peur.

Les *dahalo* ou *mavo* ont une certaine façon de se vêtir. Il s'agit de culottes en tergal bleu et d'un *lamba* de flanelle couvrant la tête et la partie supérieure du corps, cachant le petit sac contenant les amulettes, le sifflet, les cailloux, la petite hache et le pistolet de fabrication locale quand il y en a. Le *dahalo* adopte généralement comme souliers les kiranyl, sandales en plastique permettant de courir sans glisser.

Les voleurs peuvent attaquer isolément, par surprise, ou en force en arrivant en groupe. Pendant que les uns font sortir le bétail, les autres empêchent les villageois de quitter leurs maisons en jetant des cailloux sur les portes et fenêtres, ou en tirant des coups de feu, ou encore en brûlant les toits de chaume. Les bœufs sortis, la bande repart chanson à la bouche : cela peut être le « *morahy fa hariva* » (« poussons vite les bœufs car il se fait tard ») ou le « *biby aomby mima* » (« cet animal de bœuf qui meugle ») ou encore le « *manara andro zalahy iny* » (« ce type-là a de la chance »).

Les sociétés paysannes mettent au point des répliques

Face à cette gravité de l'insécurité et à l'inefficacité avérée des forces de l'ordre, on assistera, à partir du début de l'année 1983, à l'apparition d'un *dina* (convention collective) qui gagnera vite du terrain dans tout le Betsileo. Il s'agit du fameux *dina Rebotieka*, du nom de son promoteur, un ancien militaire, probablement un gendarme, qui avait fait carrière à Ihosy, en pays bara, et s'était

(4) *Lakroan'i Madagasikara*, 1^{er} avril 1984.

établi pour sa retraite entre Ambatofinandrahana et Ikalamavony (5). Les autorités ont interdit, par décision provinciale, cette convention, en juin 1983, pour la remplacer une année plus tard par le *dinan'ny fandriampahalemana*, où l'initiative est laissée aux forces de l'ordre et aux représentants du pouvoir et non plus aux villageois ligués.

A Tananarive, dans le nord du Betsileo et à Tuléar, où le vol de bœufs fait aussi rage, on verra se dérouler, à partir de 1986, les opérations militaires dites *tsimindaimody* et *tsy mihitsy*, où tous ceux qui sont soupçonnés d'être des *dahado* ou *malaso* seront tout simplement fusillés sans procès par les soldats. Il y aura alors arrêts momentanés du phénomène dans ces régions. Le sud de Betsileo ne sera pas touché par ces opérations. Le *dinan'nyfandriampahalemana* n'arrive pas à stopper les vols. Les actes de brigandage ne cessent de se développer impunément. Le 8 septembre 1987, à deux heures de l'après-midi, 59 *dahalo* formés de Bara, Betsileo et Antandroy, venant de Tsitondroina, ont attaqué Befeta. Un combat acharné a eu lieu, puisque le *fokonolona* (collectivité villageoise) a résisté. Le *dahalo* qui a été pris vivant n'avait que douze ans...

On notera aussi les attaques, au cours de la nuit du 2 novembre 1987, de dix villages dans les circonscriptions d'Alakamisy-Itemina et Talata-Ampano (6). Les voleurs ont raflé en cette seule nuit plus d'une centaine de bœufs. Des maisons ont été incendiées et des paysans tués. La gendarmerie a pu toutefois retrouver les bœufs, parmi lesquels figuraient des bêtes d'officiers supérieurs.

Les paysans, désespérés, ne font pas de quartier. Les voleurs pris sont tout simplement lynchés, tels ces deux hommes pris en flagrant délit à Ambohibary Talata-Ampano, le 7 mars 1988, tués par le *fokonolona*. L'un d'eux était un ancien étudiant. Deux autres *dahalo* ayant volé des bœufs à Antanjombe Alakamisy-Itemina et rattrapés le 29 mai 1988 à Ambakaka, en pays tanala, seront aussi lynchés froidement par les gens et ensevelis comme des chiens. Leurs proches parents ramèneront de nuit les corps chez eux.

L'acte de banditisme qui a tenu en haleine l'opinion publique est cependant l'affaire de Keliberano où, en 1988, des voleurs de grand chemin ont tué dans un guet-apens, avec des kalachnikov, une dizaine d'individus revenant du marché d'Ambalavao et qu'ils ont pris pour de riches marchands de bestiaux. Le procès a per-

(5) Il lança la convention d'abord pour protéger ses propres bœufs et la proposa ensuite au voisinage. Il n'entendait pas agir en opposant face aux autorités puisqu'il avait été élu en 1977, puis en 1983, sur des listes Arema, c'est-à-dire « officielles », la deuxième fois comme membre du Conseil Populaire du *fivondronana* d'Ikalamavony. Mais, en développant ce *dina*, il mettait en

cause l'impuissance, voire la complicité, des autorités, et donnait à entendre que les paysans n'avaient plus rien à attendre de l'État. L'exercice sur le tas d'une justice populaire est une négation de l'État de droit, la proclamation d'un pouvoir villageois.

(6) Voir *Midi Madagascar* du 9 novembre 1987 et *Lakroa* du 15 novembre 1987.

mis de connaître l'existence de trafics d'armes, ce qui explique le caractère de plus en plus meurtrier du vol de bœufs. Des noms de personnalités haut placées ont été cités devant le tribunal sans que les juges aient pu les faire venir à la barre. Trois des bandits ont été condamnés à mort et d'autres à la prison à vie (7). Contrairement au souhait de l'avocat général lors du procès, la lourdeur des peines n'a pas arrêté le vol de bœufs. En 1990, on retiendra la rafle, par la gendarmerie, à Befeta Ambohimahaso, de 17 voleurs de bœufs. Des élus ont été arrêtés et on a même parlé de la connivence d'un député. Affaire qui entraînera des polémiques, publiées dans la presse, entre ce député et quelques originaires de la région (8).

En 1990, cherchant à s'assurer le soutien politique du vieux leader du Sud, Monja Jaona, le pouvoir central fait marche arrière et lui confie la mise en œuvre d'un autre *dina*, appelé *dinan'ny mpihary*. Le principe en est la réparation du préjudice par le système de restitution par trois de tout bœuf volé si celui-ci est trouvé vivant et par quatre si l'animal a déjà été abattu. L'application est immédiate dès que le voleur est pris en flagrant délit ou identifié. Les membres de la famille sont déclarés responsables des actes de personnes appréhendées.

Les juristes sont consternés. Quand un voleur est pris, c'est en effet à la gendarmerie que revient normalement la responsabilité de reconstituer les faits et de repérer ses complices. Or le *dina* leur enlève cette possibilité durant la procédure nécessitée par l'exécution des sanctions. Enfin, comment un parent, s'il n'est pas complice, peut-il être civilement responsable des actes commis par l'un des siens. Selon la revue *Vango*, voilà « une mesure ringarde, tournée vers le passé et les us et coutumes ». Or le problème est actuel et économique. « Un *dina* ne répondra donc jamais à l'esprit d'un État moderne... Pourtant on a dépêché le vieux Monja Jaona pour faire un baroud d'honneur. Après tout, il faut bien l'occuper. Et le mouiller pour lui arracher sa précieuse fidélité (9). » Ce *dinan'ny mpihary* est plus que critiqué même en Betsileo. On pense en effet qu'il ne peut pas s'appliquer ici, du fait de l'état déjà avancé de l'éclatement des familles. Souvent, à cause de la jalousie, c'est un membre de la famille qui organise un vol contre ses proches parents ou voisins, souvent pour un problème d'héritage mal réparti.

Un nouveau *dina*, qui gagne du terrain, s'appelle *dinan'i zamany Seta*, du nom de son promoteur à qui les paysans qui veulent être protégés par lui et sa bande doivent payer deux millions de francs

(7) Voir *Madagascar Tribune* et *Midi Madagascar* du 17 au 22 juillet 1989, et *Lakroa* du 23 juillet.

(8) *Lakroan'i Madagasikara* des 19 et

26 août 1990, et aussi *Madagascar Tribune* du 19 août 1990.

(9) *Dinan'ny mpihary*, *Vango*, octobre 1990, n° 5.

malgaches, plus quelques mesures de riz par an et par *fokontany*. Son succès montre à quel point les paysans ne croient plus au *fankajana*, ou pouvoir central. La protection qu'il offre pourrait en effet en d'autres temps être assimilée à une forme de racket. Ce sont des jeunes rentrés au pays avec le BEPC ou le baccalauréat, mais sans emploi, qui constituent l'essentiel des bandes de *dahalo*, comme l'a montré l'affaire de Keliberano, et se sont aussi des jeunes chômeurs qui se proposent pour assurer la sécurité contre argent dans le cadre de cette association !

Les manifestations populaires qui ont éclaté à partir du mois de mai 1991 ont accaparé l'opinion. Les vols semblent avoir diminué d'intensité pendant la grève générale. Mais le changement de régime ne semble pas avoir eu d'effet marquant sur le phénomène. Depuis plus de dix ans, le phénomène *dahalo* n'a cessé de bouleverser la vie économique et sociale des paysans. Des centaines de personnes ont trouvé la mort (10) et les troupeaux de bœufs ne cessent de diminuer. Ce qui a des conséquences néfastes sur la production dans la mesure où le fumier devient rare. Selon les chiffres officiels fournis par le Service de l'Élevage, l'effectif bovin de Fianarantsoa I et II était de 80 455 en 1980 et est tombé à 52 107 en 1989. Pour Ambalavao le nombre est passé de 86 526 en 1980 à 44 250 en 1989 et il en va de même pour les autres districts. Mais il n'y a pas que l'effectif du cheptel qui est en cause, puisque de nombreux villages sont désertés, de nombreuses écoles et des centres médicaux sont fermés. De 1981 à 1989, 24 écoles ont fermé leurs portes dans le district de Fianarantsoa II, 23 à Ambalavao, 24 à Ikalamavony, 7 à Ambohimahasoa... Il y a même à Ikalamavony un canton qui n'a plus ni école ni centre de soins (11).

Évolution de l'opinion sur le phénomène

On peut en fait classer globalement en quatre les hypothèses sur ce problème. Cela va du phénomène culturel jusqu'à des explications socio-politiques en passant par la crise de société et l'enrichissement économique.

Un phénomène culturel

Cette opinion vient surtout des études faites dans des régions d'éleveurs comme les sociétés bara ou mahafaly. Parmi ceux qui

(10) Voir J.M. Ramonja : Insécurité, problèmes sanitaires et désagrégation sociale dans la région de Fianarantsoa, *Omalv sy Anio*, 23-24, pp. 459-464.

(11) *Lakroan'i Madagasikara*, 14 juillet 1991.

considèrent les facteurs culturels, on peut citer L. Michel, spécialiste des Bara (12), E. Mamelomana, qui a analysé la psychologie du vol de bœuf (13), P. Nakamy, un Bara, qui étudie sa société (14), A. Randrianjafizanaka, qui a fait des recherches sur la Convention de Sakaraha (15), et enfin, les plus récents, L.P. Randriamarolaza (16) et J.M. Hoerner, qui a écrit sur « Le vol de bœufs dans le Sud malgache (17). »

Selon L. Michel, on a « dit bien des choses inexactes au sujet de ces vols ». « On vole des bœufs en pays bara. Le fait est aussi ancien que la race » (*sic*). Le vol est un acte d'éclat, une conduite d'honneur nécessaire pour tout jeune célibataire désirant prendre femme. P. Nakamy confirme : la possession du bœuf, un animal sacré, est la suprême ambition de tout individu bara qui, ayant le sentiment de sa dignité, considère comme légitime tout moyen de s'en procurer. « Imbus de cette idée, les audacieux et les impatients ne résistent guère à la tentation de razzier armes en main et au péril de leur vie. » Enfin, selon Mamelomana, c'est parce qu'il n'a pas compris cette psychologie du vol de bœufs, où le voleur est vénéré, admiré tel un héros, que le régime colonial n'a pas su trouver des solutions adéquates au problème. Selon Randrianjafizanaka, à l'intérieur des sociétés, le vol peut avoir comme but la lutte pour le pouvoir, mais aussi la contestation d'un pouvoir étranger, le pouvoir colonial par exemple. Randriamarolaza, lui, montre qu'il y a aussi une éthique, un esthétisme, un culte liés au vol de bovidés.

Peut-on expliquer le vol de bœufs en cours actuellement en pays betsileo selon cette dimension culturelle. Non, puisque cette société n'a plus rien de pastoral. Ce qui fait que le phénomène est considéré ici plutôt comme le reflet d'une crise de société.

Le résultat d'une crise de société

Cette hypothèse concerne le Betsileo. Pour R.C. Andriamihaja, journaliste, travaillant à Fianarantsoa à partir d'interviews, le vol s'expliquerait par la jalousie, puissant ressort de la vie des villages. « Il y aurait aussi l'incompréhension par certains jeunes de ce qu'on appelle la lutte des classes [qui fonderait la légitimité de leurs interventions]... Enfin, il existe ceux qui disent qu'il y a une dégradation morale, faute d'un esprit religieux qui aurait pu rappeler

(12) L. Michel : *Mœurs et coutumes des Bara*, Mémoires de l'Académie Malgache, XL, Tananarive, 1957.

(13) *Bulletin Madagascar*, 256, septembre 1967, pp. 703-707.

(14) *Lumière*, 5 août 1973, p. 5.

(15) A. Randrianjafizanaka : Les vols de bœufs, *Terre Malgache*, 14, décembre 1972-janvier 1973, pp. 151-171.

(16) L.P. Randriamarolaza : Élevage et vol de bœufs en pays bara : la dimension socio-culturelle, *Recherches pour le Développement, série Sciences de l'Homme et de la Société*, 1, 1986.

(17) *Madagascar. Revue de Géographie*, 41, juillet-décembre 1982.

la notion de Dieu (18). » Quant au professeur Ramonja, chirurgien de profession, il souligne « le contraste entre la poussée de la violence contemporaine et l'image traditionnelle d'une société paisible, aux habitants laborieux et hospitaliers, respectueux des biens d'autrui, renommés pour la convivialité, vivant dans la solidarité de la grande famille et volontairement soumis à l'autorité des parents et des anciens » (19).

Or, de nos jours, c'est de l'intérieur que la société betsileo se désagrège. Le respect des hiérarchies s'efface. Les villes n'offrent aucun emploi industriel ni même artisanal à des campagnes surpeuplées où protestants et surtout catholiques ont implanté un dense réseau d'enseignement, acheminant les jeunes vers l'enseignement secondaire et donc la ville. La corruption et les trafics illégaux se développent impunément, l'abus de l'alcool et des stupéfiants exacerbe l'agressivité des jeunes gens et les vols et meurtres se multiplient. Bref, une crise morale.

Un moyen d'enrichissement

C'est à cause de sa richesse qu'on explique pourquoi le *fari-tany* de Fianarantsoa est devenu une cible préférée des *dahalo*. Pour Hoerner, il est vrai que le Sud eut une vocation pastorale et qu'il fut dominé par la civilisation du bœuf et le mode de production guerrier. Mais cela est du passé. Le banditisme rural qu'on observe aujourd'hui a un objectif majeur d'ordre économique, qui consiste, au sein d'une société trop pauvre, en un enrichissement individuel à bon compte. C'est pourquoi les troupeaux volés sont désormais rarement échangés ; ils sont rapidement vendus et les voleurs s'en prennent également à d'autres biens matériels.

Qui, cependant, s'enrichit réellement dans l'affaire ? Ce n'est pas le voleur. Le bœuf se vend aux receleurs pour des sommes dérisoires, entre 10 000 et 20 000 FMG (20), à partager entre toute une bande. C'est pourquoi ce sont les receleurs et autres commanditaires, parmi lesquels on peut voir des bouchers, des membres des forces de l'ordre, mais aussi des élus, qui profitent du phénomène. On les nomme aujourd'hui les *dahalo ambony latabatra*, ou bandits de bureau.

En 1985, J. de Barrin écrivait que les « bandits bénéficient... d'évidentes et de solides complicités, à différents échelons de la hiérarchie civile et militaire, qui leur permettent de voir grand. D'où ce florissant trafic de bêtes à cornes, exportées clandestinement vers

(18) R.C. Andriamihaja : Ho fongotra ve ny dahalo ? (Est-ce qu'on viendra à bout du phénomène dahalo ?), *Lakroan'i Madagasikara*, 25 mars 1984, p. 7.

(19) J.M. Ramonja, *art. cit.*

(20) Un franc français équivaut à 330 F malgaches environ.

les Comores, Maurice et la Réunion, ou acheminées tout aussi sub-
repticement vers les abattoirs de Tananarive Pour le plus grand